

Programme IEV CTF Bassin Méditerranéen

Eligibilité des dépenses

**Formation pour Auditeurs et Responsables Financiers
Tunisie, 17 Mars 2021**

Règles générales d'éligibilité des dépenses

Règles générales d'éligibilité des dépenses

Les coûts éligibles doivent répondre à tous les critères suivants : (art. 48 IR 897/2014):

- Effectivement encourus **pendant la période de mise en œuvre** de l'action ;
- **Mentionnés** dans le budget prévisionnel global du projet ;
- **Nécessaires** à l'exécution du projet ;
- **Identifiables et vérifiables**, et notamment inscrits dans la comptabilité du bénéficiaire et déterminés conformément aux normes comptables et aux pratiques habituelles en matière de comptabilité analytique applicables au bénéficiaire ;
- **Conformes aux exigences de la législation fiscale et sociale applicable** ;
- **Raisonnables, justifiés** et respectent le principe de bonne gestion financière, notamment en ce qui concerne l'économie et l'efficacité ;
- **Attestés par des factures ou documents de paiement** (par exemple contrats, preuves de paiement...).

Coûts éligibles



Coûts éligibles

Les coûts éligibles du projet sont uniquement les coûts "réels" encourus par le BP et ses PP **pendant la mise en œuvre du projet**, conformément aux règles du Programme et en garantissant le respect des critères indiqués à l'art.14 du contrat de subvention.



Une exception est faite pour :

- les frais de préparation encourus **après la publication de l'appel à propositions et avant la soumission de la proposition**,
- les frais liés aux rapports finaux, uniquement pour la vérification des dépenses et l'évaluation finale, selon le cas, qui peut être encouru **après la période de mise en œuvre du projet** et peut être payé après la soumission des rapports finaux, à condition qu'ils soient énumérés.

Coûts éligibles

Coûts directs



- 0. Coûts préparatoires
- 1. Ressources humaines
- 2. Frais de voyage et de séjours
- 3. Infrastructures
- 4. Equipements et fournitures
- 5. Coûts de Services
- 6. Autres coûts

Coûts indirects



Coûts Administratifs

Provision pour imprévus

Coûts éligibles

Coûts directs



- 0. Coûts préparatoires
- 1. Ressources humaines
- 2. Frais de voyage et de séjours
- 3. Infrastructures
- 4. Equipements et fournitures
- 5. Coûts de Services
- 6. Autres coûts

Coûts indirects



Coûts Administratifs

Provision pour imprévus

0. Coûts Préparatoires



- ✓ Encourus après la publication de l'appel à propositions mais **avant le dépôt des propositions**;
- ✓ **Limités aux frais de mission et de séjour** pour le personnel employé par le Demandeur et/ou le(s) partenaire(s);
- ✓ N'excèdent pas **€ 10.000** par projet;
- ✓ **Justifiés** par des pièces justificatives;
- ✓ **Inclus dans le premier rapport intermédiaire.**

1. Ressources humaines



- ✓ Il s'agit des coûts liés au temps réellement consacré à la mise en œuvre du projet par les employés permanents ou temporaires du Bénéficiaire Principal (BP) et des Partenaires de Projets (PP).
- ✓ Seuls les frais du personnel **directement employé par le BP et les PP** sont éligibles.
- ✓ Les salaires ne peuvent pas excéder les montants habituellement payés par les Bénéficiaires ou les partenaires, à moins qu'il ne soit prouvé que des montants supplémentaires s'avèrent nécessaires à la réalisation des activités.
- ✓ Correspondant aux salaires bruts et aux autres coûts relatifs aux rémunérations du personnel affecté au projet, incluant les cotisations sociales et autres charges mais excluant du calcul tout coût variable.



1. Ressources humaines

- Les coûts de personnel des organisations associées ne sont pas éligibles.
- Les heures supplémentaires peuvent être imputées au projet que si le temps de travail du personnel concerné est totalement consacré à la mise en œuvre du projet.
- Le bénévolat rémunéré n'est pas éligible.
- Les coûts de personnel ne peuvent pas inclure les coûts de cabinets d'expertise (tels que l'appui à la gestion technique et financière du projet). Ces services d'expertise relèvent de la « catégorie de coûts 5. Coûts des services externes ».

2. Frais de voyage et de séjours

Frais de déplacement du personnel et d'autres personnes participant au projet, pour autant qu'ils correspondent aux pratiques habituelles du BP ou le cas échéant de ses PP,

Frais de voyage :

- Carburants (dans le cas de véhicules appartenant à l'organisme du bénéficiaire/partenaire)
- Coûts du kilométrage (dans le cas d'utilisation de voiture privée)
- Taxi ou location de voiture, seulement quand les transports publics ne sont pas disponibles ou bien pour des raisons exceptionnelles
- Transport public (avions, trains, bus, etc.)

Frais de séjour (ne pas dépasser le per diem publiés par la C.E.)

Ces coûts peuvent être déclarés comme des « coûts réels remboursés » ou « per diem » conformément à la politique interne de l'organisation.

- Logement
- Repas
- Transport dans le lieu de la mission

2. Frais de voyage et de séjours



- En règle générale, pour voyager, le moyen de transport le plus économique doit être utilisé - par ex. tarifs aériens **en classe économique** – (où «économique» ne signifie pas le « moins cher » mais le meilleur rapport qualité / prix.)
- Les frais de voyage et de séjour des experts externes et prestataires de service sont compris dans la catégorie « Coûts des services », soit la ligne budgétaire n°5.
- Toute indemnité forfaitaire - ou le total des frais remboursés (hébergement, repas, voyages locaux sur le lieu de mission et frais divers) pour les frais de séjour - ne doit pas dépasser les barèmes (per diem) publiés par la Commission européenne au moment de la mission.
- Le tarif journalier est calculé par nuit et non sur base de la durée du voyage (nombre de jours).



3. Infrastructures

Les infrastructures sont définies comme étant des installations de base et des installations permettant la prestation des services nécessaires pour la mise en œuvre du projet.

- ✓ dûment décrites et justifiées dans le Formulaire de Demande (par ex. : installations de petites centrales solaires, centres de traitement des déchets, etc.)
- ✓ il est essentiel d'en souligner l'impact environnemental potentiel dans les territoires concernés

Toute procédure de passation de marché doit respecter les dispositions pertinentes du IR 897/2014 (art. 52, 55, 56).



Les études de faisabilité doivent être rapportées sous les services externes.

4. Equipements et fournitures



- ✓ Coûts pour l'achat ou la location d'équipements et biens durables (neufs ou d'occasion) spécifiquement identifiés et exclusivement affectés aux objectifs du projet
- ✓ Equipement nécessaire à la mise en œuvre du projet, peut être acheté pendant toute la durée du projet en suivant le diagramme de GANTT approuvé.
- ✓ Transfert d'équipement Selon l'art CS. 22.6, la propriété des équipements, véhicules et fournitures payés par le projet doit être transférée aux pays des partenaires dont les activités ont été exécutées ou aux bénéficiaires finaux du projet, au plus tard lors de la soumission du rapport final.

Toute procédure de passation de marché doit respecter les dispositions pertinentes du IR 897/2014 (art. 52, 55, 56).

4. Equipements et fournitures



- **Ordinateurs, mobilier de bureau** doivent être achetés durant **le premier semestre de la mise en œuvre du projet**;
- Lorsque l'équipement et les fournitures ne sont pas achetés dans le cadre d'une procédure d'appel d'offres, **il est important de conserver la preuve des prix du marché au moment de l'achat.**
- L'auditeur doit effectuer **des contrôles sur place** sur chaque équipement déclaré et doit inclure les résultats dans la liste de contrôle du rapport de vérification des dépenses.

5. Coûts de Services



- ✓ Coûts engendrés par les contrats de services attribués à des prestataires de services externes par le Bénéficiaire/partenaires aux fins du projet, faisant suite à une attribution formelle et généralement à un contrat signé.
- ✓ Les services sous-traités concernent aussi des coûts dérivant directement des obligations du Contrat de Subvention (tels que les coûts de dissémination, évaluation, vérification des dépenses, etc.) y compris les coûts de services financiers (par exemple, le coût des virements bancaires et celui lié aux garanties financières).

Toute procédure de passation de marché doit respecter les dispositions pertinentes du IR 897/2014 (art. 52, 55, 56).



5. Coûts de Services

- Il n'est pas possible de sous-traiter l'essentiel du projet à des tiers, que ce soit dans le cas d'organismes privés ou publics, y compris des organisations internes.
- Les Bénéficiaires Principaux et les Partenaires ne sont pas autorisés à sous-traiter une partie de leurs activités entre eux ou à des partenaires associés ni en contractant du personnel interne ou externe (y compris les membres du directoire, actionnaires, associés, etc.) ni en sous-traitant entre eux des services, des fournitures et des infrastructures au sein du projet.

6. Autres Coûts

- ✓ Il s'agit des coûts ne rentrant pas dans les catégories de coûts précédentes (subventions en cascade*, la location d'un bureau exclusivement dédié à la mise en œuvre du projet, etc.);
- ✓ Mentionnés dans le Formulaire de Demande;
- ✓ La catégorie « Autres coûts » ne peut inclure ni des coûts inéligibles ni des coûts déjà inclus dans une autre section ou ligne du budget.

Subventions en cascade:

Soutien financier aux tierces parties impliquées dans le projet. Le Demandeur devra fournir des informations sur la gestion des subventions, les critères de sélection, le montant/nombre indicatif des subventions qui seront accordées, les bénéficiaires finaux et les impacts escomptés.

- a) 30 % des coûts totaux directs au maximum sont consacrés aux subventions en cascade
- b) Maximum € 60.000 par subvention.

Coûts éligibles

Coûts directs



0. Coûts préparatoires

1. Ressources humaines
2. Frais de voyage et de séjours
3. Infrastructures
4. Equipements et fournitures
5. Coûts de Services
6. Autres coûts

Coûts indirects



Coûts Administratifs

Provision pour imprévus

Coûts indirects: Coûts Administratifs



- ✓ Eligibles de manière forfaitaire dans la limite de 7% du total estimé des coûts directs éligibles (**à l'exception des coûts d'infrastructures**);
- ✓ Le pourcentage forfaitaire approuvé sera indiqué dans le Contrat de Subvention;
- ✓ Aucune pièce justificative ne sera demandée pour cette catégorie de dépenses lors de la présentation des rapports de projet (l'AG pourra demander des informations supplémentaires pour vérifier la méthodologie de calcul lors de la période de mise en œuvre).



L'auditeur chargé de la vérification des dépenses est invité à vérifier dans **le premier rapport intermédiaire**, la méthode de calcul des montants indiqués dans le « fichier de calcul des coûts administratifs »

Coûts indirects: Provision pour imprévus



- ✓ Provision pour imprévus s'élevant à un maximum de 3 % des coûts directs éligibles
- ✓ Son utilisation doit être **autorisée par écrit par l'AG.**



Les retards dans la mise en œuvre du projet ne sont pas considérés comme des circonstances imprévues s'ils ne sont pas totalement indépendants du bénéficiaire principal ou du partenaire.

Coûts non éligibles



Coûts non éligibles (art. 49 IR 897/2014)

Les coûts suivants, liés à la mise en œuvre du projet, sont considérés comme non éligibles:



- (a) les dettes et la charge de la dette (intérêts) ;
- (b) les provisions pour pertes ou dettes futures éventuelles ;
- (c) les coûts déclarés par le Bénéficiaire Principal et les partenaires et déjà financés par le budget de l'Union européen ;
- (d) les achats de terrains ou bâtiments pour un montant supérieur au 10% des coûts éligibles du projet ;
- (e) les pertes de change ;
- (f) les droits, impôts et taxes, y compris la TVA, à moins qu'ils ne soient pas récupérables en vertu de la législation fiscale nationale, sauf indication contraire dans les dispositions négociées avec les pays partenaires de la coopération transfrontalière, conformément aux dispositions de la Convention de Financement ;
- (g) les crédits à des tiers ;
- (h) les amendes, pénalités financières et frais de contentieux ;
- (i) les contributions en nature telles que définies à l'Article 14 des Règles d'Exécution IEV CTF ;
- (j) les coûts pour la réalisation de sites web et logos de projet.

MERCI

THANK YOU

شكراً